

Élections en Uruguay : une gauche percutante

Jean-Jacques Kourliandsky*

*Chercheur à l'IRIS

Après les Salvadoriens, les Panaméens, les Costariciens, les Colombiens, les Brésiliens et les Boliviens, les Uruguayens ont voté à leur tour le 30 novembre pour désigner leur président, leurs députés et sénateurs. Le vainqueur, Tabare Vazquez, portait les couleurs d'une coalition progressiste, le Frente Amplio¹. La gauche unie uruguayenne l'a emporté. La victoire aura été sans équivoque.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

	1 ^{er} tour — 26 octobre	2 ^e tour — 30 novembre 2014
Tabare Vazquez (Frente Amplio)	47,8 %	56,6 %
Luis Lacalle Pou (Parti national)	30,9 %	43,4 %
Pedro Bordaberry (Parti libéral)	12,9 %	

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Frente Amplio 50 députés/99 et 15 sénateurs/30

1. Liste des principales composantes de la coalition : AP (Alliance progressiste), ARA (Agrupación Resistir y Alternativa), Asamblea Uruguay, BL (Bannière de Liber), IM (Izquierda en marcha), MIA (Mouvement d'intégration alternative), MPP (Mouvement de participation populaire), NE (Nouvel Espace, membre de l'Internationale socialiste), PCU (Parti communiste), PST (parti socialiste des travailleurs), PSU (Parti socialiste, membre de l'IS), POR (Proposition ouvrière révolutionnaire), PVP (Parti pour la victoire du peuple).

Élections en Uruguay : une gauche percutante

Cette victoire vient après celles du centre-gauche au Salvador, en Bolivie et au Brésil alors que des candidats d'alternance centriste ont été portés au pouvoir au Costa Rica et à Panama. Seule fait exception à cette tendance continentale la Colombie, qui à plus d'un titre est un cas à part. C'est en Uruguay pour la troisième fois d'affilée que le candidat du Frente Amplio a gagné la présidentielle : en 2005, avec déjà Tabare Vazquez, en 2009 avec Pepe Mujica², et aujourd'hui en 2014 à nouveau avec Tabare Vazquez. Pour être complet, il convient d'ajouter que la capitale, Montevideo, est tombée à gauche, quinze ans avant la première victoire présidentielle en 1990.

Un peintre uruguayen, Joaquín Torres-García, avait en 1943 représenté de façon insolite l'Amérique du Sud la tête en bas. Uruguay, Argentine, Chili étaient tout en haut de son dessin, au Nord donc selon les conventions cartographiques universelles. « Notre Sud est le Nord », disait le peintre pour commenter son œuvre, intitulée *América invertida*. C'est quelque part sans doute la question ou le commentaire que pourraient faire les hommes et les femmes de gauche du monde. Alors que la famille socialiste, sociale-démocrate, travailliste, eurocommuniste et écologiste européenne passe par un moment difficile, ses homologues d'outre-Atlantique gardent la confiance de larges majorités.

Sans doute, pour mieux comprendre ce décalage électoral, convient-il de respecter et rappeler les spécificités de chacun. Et la meilleure des approches comparatistes passe sans doute par l'examen préalable des particularités. La leçon de Montevideo passe donc par la mise en évidence des clefs permettant d'appréhender le résultat des dernières élections présidentielle et législatives.

L'élection est en elle-même un moment fort de la vie sociale et culturelle uruguayenne, tout autant que politique. C'est un lieu commun, qui fait sourire et parfois agace les Uruguayens, mais le pays avait été surnommé il y a bien longtemps, la « Suisse de l'Amérique latine », en raison de l'attachement viscéral de ses habitants au respect des règles de la démocratie. La libération de Paris en 1944 avait donné lieu à des manifestations populaires intenses à Montevideo. La dictature, bien qu'elle ait été relativement courte, de 1973 à 1985, a paradoxalement ou logiquement renforcé cet attachement. Dès 1980, consultés par les militaires sur une nouvelle Loi fondamentale, les Uruguayens avaient voté massivement pour la rejeter.

2. Cf. Florencia Dansilio et Denis Merklen (dir.), *Les Cahiers des Amériques latines*, « L'Uruguay de José Mujica », numéro 77, 2014. Voir également le film de Lucia Wainberg, *Mujica, le pouvoir est dans le cœur*, 2014

Élections en Uruguay : une gauche percutante

Le social est traditionnellement au cœur de la démocratie uruguayenne. À l'aube du XX^e siècle, une série de lois insolites pour l'époque, – en Amériques comme en Europe –, avaient été adoptées sous l'impulsion d'un chef de l'État éclairé, José Batlle y Ordoñez, président de 1903 à 1907 puis de 1911 à 1915. Les femmes avaient obtenu le droit de vote et les ouvriers le droit de grève, le divorce avait été institué, la journée de travail avait été limitée à 8 heures et le travail des enfants interdit. Une loi dite de « la chaise » obligeait les employeurs à mettre à disposition des salariés un siège sur les lieux de travail. Cette culture démocratique et sociale avait été initiée par une formation laïque et centriste, le Parti libéral ou *colorado*. Cet héritage avait été repris et approfondi à partir de 1971 par une coalition originale de forces de centre-gauche et de gauche, le Frente Amplio.

L'expérience des luttes contre la dictature, l'héritage démocratique et social et le caractère composite de la coalition de gauche ont quelque part fabriqué un instrument partisan en prise sur les mouvements profonds du pays et de la population. Une sorte d'équilibre et de tension contrôlée a contraint les responsables du Frente Amplio, dans la clandestinité, puis au pouvoir municipal et enfin, à la tête de l'État, au dialogue. Le dialogue a été assorti de débats, parfois difficiles entre les différentes familles du Frente, comme avec la population, régulièrement prise à témoin.

Le recours aux primaires pour définir les candidatures, la possibilité de provoquer des référendums d'initiative populaire ou encore la création d'antennes municipales décentralisées à Montevideo, ont été la marque de fabrique de cette démocratie participative façon uruguayenne. Les responsables issus de cette dynamique institutionnelle et politique ont été à son image. Tabare Vazquez, premier maire progressiste de Montevideo et premier président de la République issu de la gauche, est un médecin. Il a tenu, dans l'exercice de ses mandats et une fois par semaine, à remettre sa blouse blanche et voir ses patients. Pepe Mujica, qui lui a succédé, a refusé toute indemnité financière et a continué à vivre dans sa modeste maison de la périphérie de la capitale et à se déplacer dans une vieille Coccinelle.

Bien sûr, il y a un contexte favorable. L'économie uruguayenne a été stimulée ces dernières années par une forte demande asiatique et chinoise, en viande et produits de la terre. L'Uruguay connaît depuis dix ans une période faste : croissance (6 % en moyenne) et marché de l'emploi (6,3 % de

Élections en Uruguay : une gauche percutante

chômage en 2013) sont orientés dans la bonne direction. Les gouvernements successifs du Frente Amplio ont su accompagner la conjoncture et une diversification de l'économie a été engagée. L'Uruguay produit désormais du papier et assemble des automobiles. Il cherche à valoriser sa situation au cœur du Mercosur pour en être la plateforme institutionnelle et portuaire.

Bien sûr, il y a aussi un bilan. Les retombées de la croissance ont été investies dans le social : le système de santé a été réformé, le logement populaire soutenu, le dialogue salarial institutionnalisé, l'accès à la terre démocratisé. De même, la pauvreté a reculé. Retrouvant la fibre batlliste, le Frente Amplio a rénové le cadre sociétal en votant une loi sur l'interruption volontaire de grossesse, une loi autorisant le mariage de personnes de même sexe et une loi légalisant la consommation personnelle et contrôlée de cannabis.

Mais contexte favorable et bilan positif ne permettent pas à eux seuls de comprendre ce qui paraît bien étrange vu d'Europe, la perpétuation consentie par de larges majorités de la gauche plurielle au pouvoir. Sans doute faut-il ajouter les facteurs d'histoire sociale et politique locale ainsi que la capacité dont a fait preuve une gauche multiple pour en bonifier l'héritage de façon collective.